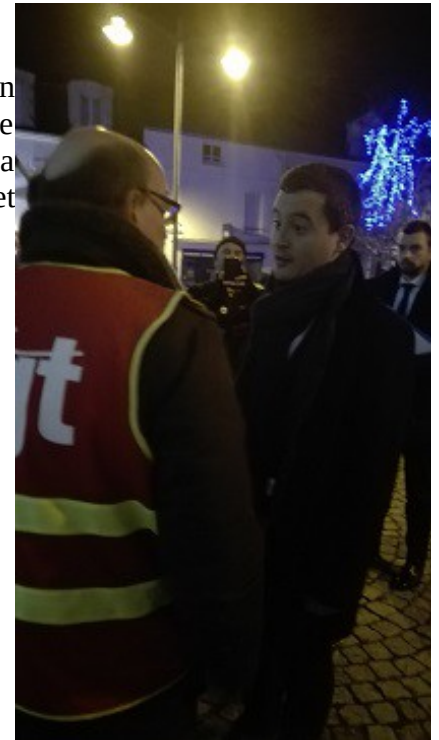




Audience Préfecture avec Mme Coutard, directrice de cabinet adjointe de Gérald Darmanin – vendredi premier décembre 2017 (en présence de M Mougerot du cabinet du Préfet).

Dès 07h30, une quinzaine de collègues accueillait Gérald Darmanin en mairie de Nozay avant sa rencontre avec les élu.es locaux et la DRFIP. Ce fut l'occasion d'échanges en direct sur le service public de proximité et la trésorerie de Derval. Il a répondu brièvement qu'il venait « pour discuter et expliquer » et argué de « la numérisation et de la nécessité de s'adapter »



Bref, « droit dans ses bottes », il ne venait que pour confirmer les fermetures de trésoreries en Loire Atlantique, tout en envisageant la mise en place éventuelle de "permanences", ceci étant de nature à calmer le mécontentement certains des élu.es locaux.

À cette occasion, l'intersyndicale DRFIP 44 (CGT, Solidaires, FO et CFDT) a demandé et obtenu une **audience en préfecture**. À l'ordre du jour principalement les fermetures de Trésoreries dans le 44 et l'amiante Tripode.

Nous avons souligné en préambule que **l'administration fiscale était déjà très abîmée** par plus de 10 ans de restructurations et de suppressions d'emplois et que les intentions du présent gouvernement étaient très inquiétantes pour l'avenir du service public. Missions, emplois, structures, tout part déjà à vau l'eau.

En partant de l'exemple de **l'EPMS et de la trésorerie Mindin**, la CGT a dénoncé la mise en concurrence des administrations entre elles, chacune essayant de faire des économies au détriment de l'autre. Clairement, l'EPMS Mindin va devoir récupérer une partie du travail effectuée par la trésorerie quand le travail sera rapatrié à Nantes à la Pairie Départementale.

Nous avons dénoncé **l'abandon des zones rurales par les services publics**, au-delà du réseau DGFIP. L'exemple de la Trésorerie de Derval est parlant. Que le basculement sur le tout numérique ne répond pas à tous les besoins, que le centre de contact est loin de remplir pleinement son rôle et que ça crée du boulot supplémentaire aux structures de gestion de terrain, surtout qu'on a déshabillé en emplois des services pour créer les CDC dans un contexte de suppressions d'emplois massives...

Sur les missions, la CGT a pris pour exemple les résultats du **contrôle fiscal** en forte baisse entre 2015 et 2016 avec un recul des droits mis en recouvrement d'au moins 1,7 milliards. Quand le ministre nous oppose les contraintes budgétaires, on rappelle que 1,5 milliard représente 20 000 emplois aux Finances ! À mettre dans la balance avec les 60 à 80 milliards de fraude et évasion fiscale chaque année.

Sur la **mission cadastrale**, nous avons évoqué les projets dangereux de Bercy pour la mission topographique avec la mobilisation en cours des collègues de la sphère cadastre. Nous avons rappelé que la mise à jour du plan cadastral est une mission publique essentielle et qu'il est particulièrement choquant d'envisager des abandons, même partiels, des fondamentaux de cette mission.

**La dir cab a répondu** que les 50 000 suppressions d'emplois à l'État étaient dans le programme électoral d'En Marche, par conséquent il n'y a pas de surprise et que ce programme sera appliqué. Dans ce cadre, la DGFIP sera évidemment très impactée. Elle a défendu la méthode du gouvernement qui ne fera pas les choses mécaniquement, d'où **CAP 2022**, « concertation » qui se fera « sans tabous » ! Dixit : peut-on « accumuler des nouvelles missions » (??), « garder toutes les missions historiques » (!), est-ce que l'État est le meilleur « acteur » ? Bref, c'est externalisations, privatisations et abandons de missions.

**Sur Derval**, elle a soutenu qu'il y avait bien eu concertation avec les élu.es locaux (ce à quoi on a rétorqué qu'information et concertation, ce n'était pas la même chose), **que les trésoreries allaient bien fermer** mais qu'une réflexion était en cours sur Derval pour mettre en place des permanences en local selon les périodes de pointe (on a répondu que les périodes de pointe, c'est 8 mois sur 12 et que les permanences locales ne fonctionnent pas).

Nous avons ensuite parlé **Amiante** et il a été souligné les efforts faits sur la délivrance rapide des attestations de présence. Nous avons demandé la lettre de mission de l'IGAS que nous ne connaissons pas. Nous avons rappelé que l'on demande la reconnaissance du Tripode en site amianté ainsi que la reconnaissance de la maladie professionnelle pour les collègues frappé.es par l'amiante. On a dénoncé l'inertie des administrations qui mettent 15 mois pour retrouver les 146 anciens collègues Tripode sortis des radars. De même l'annonce en réunion dans un premier temps de 46 décès sur les 120 « retrouvés » puis plusieurs jours après, l'administration nous annonce qu'en fait ce ne serait « que » de 30 décès... bref il faut que ce dossier avance enfin, avant que les anciens du Tripode soient tous en retraite.

**La Dir Cab de Darmanin** a répondu que le ministre était sensibilisé sur l'amiante et qu'il était dans une démarche volontariste. Le problème va être traité de manière transverse avec Pénicault ministre du travail et Buzyn ministre de la Santé. Par ailleurs, le gouvernement a fait le choix de sanctuariser 1 milliard d'€ sur 5 ans pour faire les gros travaux sur les bâtiments domaniaux ce qui englobe les grosses rénovations (isolation thermique notamment) et le désamiantage.